Yvon Bouchard Université du Québec à Rimouski, Canada

La formation professionnelle au Québec dans la tourmente de la réforme de l'éducation.

Le Québec a entrepris depuis trois ans une vaste réforme de son système scolaire. Ce dernier n'avait pas été revu en profondeur depuis les grands chantiers des années 1960-1970 qui avaient alors donné naissance à des structures fondamentalement différentes de celles mises en place lors des décennies antérieures. Cette réforme, supportée par des États généraux qui ont mobilisé l'ensemble des acteurs impliqués par la chose scolaire pendant une longue période, donne suite à des constats sévères quant à la performance de ce système. On y relève en particulier, pour le propos de ce colloque, la faiblesse des acquis culturels dans les programmes de formation du primaire et du secondaire qui amène à vouloir restructurer les curriculums et mettre l'accent sur les savoirs essentiels; une volonté d'étendre l'offre de service à des populations non desservies; contrer les inégalités des chances devant l'école qui apparaissent surtout à l'égard du décrochage scolaire et des échecs présents chez les garçons; consolider la formation professionnelle et technique; traduire concrètement la perspective de formation continue; redistribuer les pouvoirs pour renforcer le pôle local et l'ouverture à la communauté.

Ces constats interpellent directement les formations professionnelle et continue qui demandent à être reconsidérées dans la formulation des priorités. La formation professionnelle et technique en particulier est vue comme hautement déficitaire au Ouébec en ca sens qu'elle est délaissée par les élèves derpuis plusieurs décennies

reconsidérées dans la formulation des priorités. La formation professionnelle et technique en particulier est vue comme hautement déficitaire au Québec en ce sens qu'elle est délaissée par les élèves depuis plusieurs décennies au profit de la formation générale menant aux voies universitaires, malgré l'évident avantage pour les étudiants qui en sont issus au niveau de l'obtention d'emplois. Ce type de formation est aussi boudé à cause de la mauvaise réputation qui lui est accolée et qui est liée en bonne partie au recrutement des élèves qui sont considérés comme les plus faibles sur le plan scolaire.

Dans la tourmente de la mondialisation des marchés et de la présence de plus en plus marquante des nouvelles technologies, de nouvelles demandes sont faites au système éducatif pour livrer des candidats aptes à s'adapter aux nouveaux besoins du système productif. Le Québec s'adresse maintenant à ce défi dans une volonté de prendre le virage du succès. On reconnaît qu'un travail très important a été réalisé pour doter le Québec de centres de formation professionnelle et technique modernes, bien équipés, capables de former une main-d'oeuvre répondant aux exigences croissantes du marché du travail. On veut maintenant faire en sorte que ce réseau puisse jouer pleinement son rôle en accueillant davantage d'élèves, plus particulièrement des jeunes, qui auront choisi cette voie pour une intégration réussie au marché du travail. On souhaite ainsi que les jeunes puissent quitter l'école avec en main une formation qualifiante leur permettant d'intégrer le marché du travail et de s'y maintenir.

Pour y parvenir, le plan d'action vise à augmenter l'accessibilité à la formation professionnelle et technique, diversifier les voies de formation professionnelle, faciliter l'orientation scolaire et professionnelle des jeunes, développer de nouveaux modes de formation dans toutes les filières, renforcer les partenariats entre le monde de l'éducation et le monde du travail, assurer la qualification et la mise à jour des connaissances du personnel de la formation, effectuer un nouveau partage des responsabilités et élargir les objectifs des programmes, et finalement réviser les règles de financement de la formation professionnelle.